

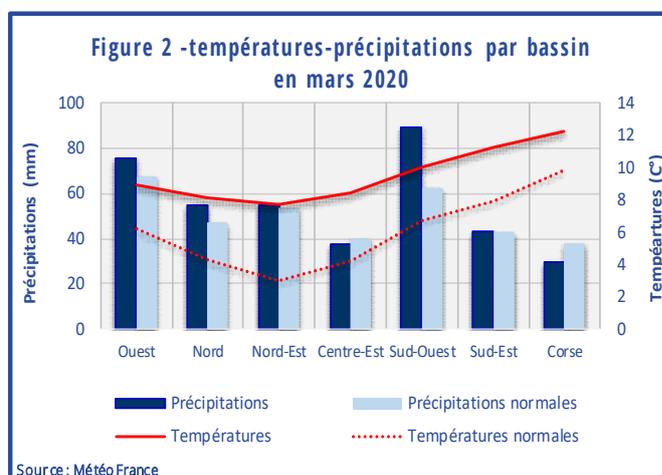
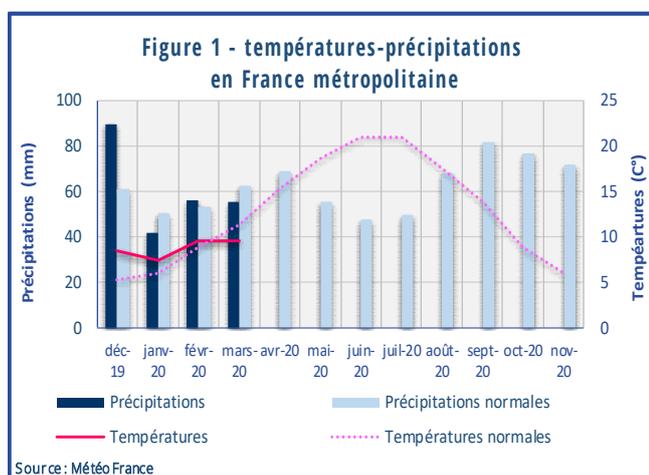
## Dès février 2020, la crise du coronavirus en Chine pèse sur les prix des produits agricoles à la production

Dès février 2020, les marchés mondiaux des produits agricoles reflètent les premières inquiétudes des acteurs des différents filières face aux menaces que fait peser le coronavirus sur la demande et les flux d'échanges mondiaux. Pour la première fois depuis septembre 2019, les cours de l'ensemble des produits agricoles à la production se contractent en France en février sur un mois, tout en demeurant stables par rapport à 2019 et même supérieurs aux prix moyens 2015-2019. Très dépendants des marchés mondiaux, les prix du porc et des céréales expliquent en grande partie ces évolutions. Les cours du lait restent fermes malgré un certain ralentissement de la demande chinoise en produits laitiers. Dans le même temps, le coût des intrants demeure en baisse sur un mois et sur un an. En mars, avec la mise en place du confinement en France, la demande, l'offre et les chaînes logistiques se réorganisent, avec difficulté parfois, comme dans la filière fruits et légumes, tandis que la demande augmente fortement pour certains biens jugés essentiels, en lien avec des comportements de stockage. Certains prix de fruits et légumes baissent fortement (fraises, asperges) tandis que d'autres, à l'inverse, augmentent (endives).

### Météo : un hiver doux et pluvieux

L'hiver météorologique 2019-2020 (décembre-février) aura été le plus chaud jamais enregistré en France et en Europe (*figure 1*). Il en résulte un faible endurcissement des céréales qui pourrait fragiliser les cultures lors des épisodes de gel tardif survenus dans certaines régions fin mars. L'hiver aura également été très pluvieux, perturbant fortement les semis à l'automne ainsi que les récoltes et la consommation de certains légumes en ce

début 2020. En mars, les précipitations redeviennent inférieures aux normales sauf dans l'Ouest et surtout le Sud-Ouest (*figure 2*). Au 1<sup>er</sup> avril 2020, l'indice d'humidité des sols est inférieur à la normale sur la majorité de l'hexagone, à l'exception des départements des Pyrénées-Orientales, de l'Aude et de l'est des Hautes-Alpes.



## Repli des cours à la production et des prix d'achat des intrants en février

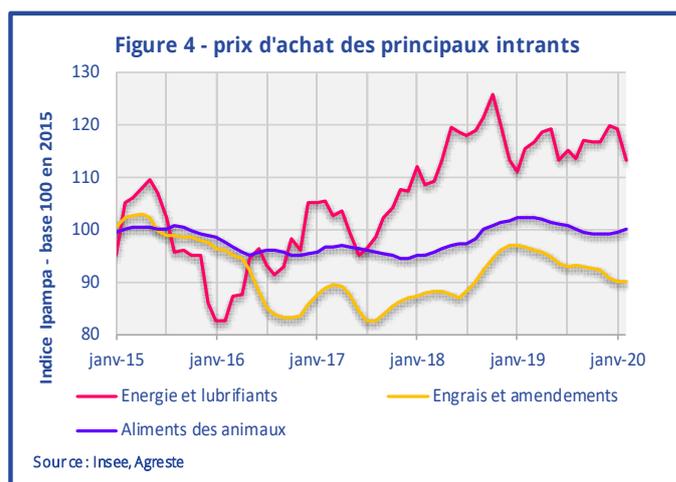
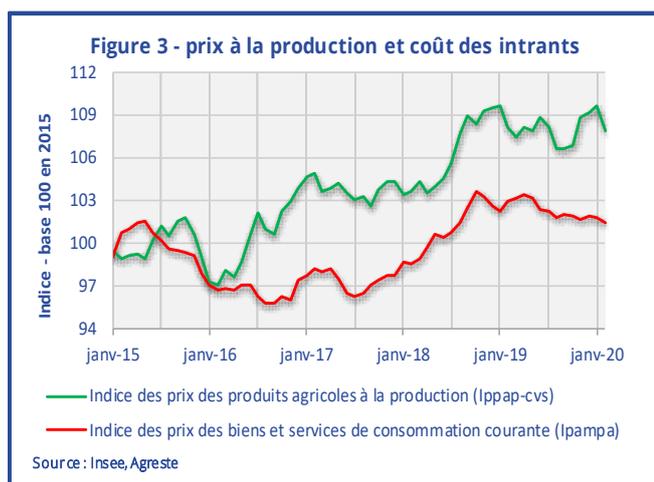
Pour la première fois depuis septembre 2019, les cours de l'ensemble des produits agricoles à la production se replient en février sur un mois (- 1,5 %) selon l'indice des prix des produits agricoles à la production (Ippap). Ils reflètent les craintes de ralentissement de la demande mondiale en grains et viandes, et les répercussions sur les marchés mondiaux des matières premières, liées à la crise du coronavirus. Ces évolutions traduisent les inflexions à la baisse des prix des céréales et de la viande de porc, très dépendants des marchés mondiaux.

Sur les deux premiers mois de 2020, les prix de l'ensemble des produits agricoles à la production sont toutefois quasiment stables par rapport à la même période de 2019 (figure 3). La baisse des cours des céréales sur un an est presque totalement compensée par l'augmentation encore forte des cours des porcins, qui tire l'ensemble des cours du bétail à la hausse. Les cours demeurent par ailleurs au-dessus des niveaux moyens de 2015-2019.

Parallèlement, en février 2020, les prix d'achat des intrants utilisés par les producteurs reculent sur un

mois (- 0,4 %), prolongeant la tendance observée depuis la mi-2019. Ils continuent même de diminuer sur un an (-1,5 %) sous l'effet de la baisse des prix de l'énergie, des engrais et des aliments pour animaux (figure 4). En mars, les prix de l'énergie plongent, atteignant leur plus bas niveau depuis 2002. Le marché des engrais débute l'année comme il l'a terminée en 2019 : période de calme, entre conflits géostratégiques et crainte sur l'approvisionnement en intrants et la disponibilité de semences en particulier.

Contrairement à 2019 sur le marché des aliments composés, la hausse en janvier de la production pour porcins n'est pas suffisante pour compenser le repli des fabrications pour bovins et volailles ; la production totale recule ainsi que le prix moyen des aliments pour animaux. Sur les sept premiers mois de la campagne 2019/20, en revanche, les fabrications sont quasiment stables. La production d'aliments pour bovins recule tandis que celle pour porcins progresse plus que celle pour volailles.



## Grandes cultures : la crainte d'une baisse de la demande internationale a pesé sur les cours

En 2020, les surfaces de céréales à paille diminueraient de 4 % pour atteindre 7,3 millions d'hectares. La sole de blé tendre reculerait de 7,5 %, notamment du fait des intempéries de l'automne 2019, tandis que celle de blé dur et surtout d'orges (de printemps) augmenteraient légèrement (figure 5). Les semis de colza seraient au plus bas depuis 2002 tandis que ceux de pommes de terre de conservation et de demi-saison atteindraient un niveau record. En dépit des hausses prévues en Allemagne, Espagne, pays baltes, Roumanie et Bulgarie, les récoltes de céréales en Europe pourraient reculer, contrairement à celles des autres pays producteurs dans le monde (Russie, Ukraine), en raison de baisses en France et au Royaume-Uni.

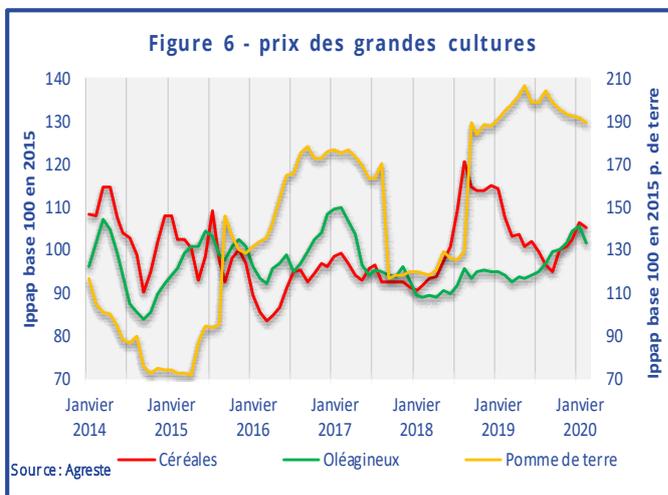
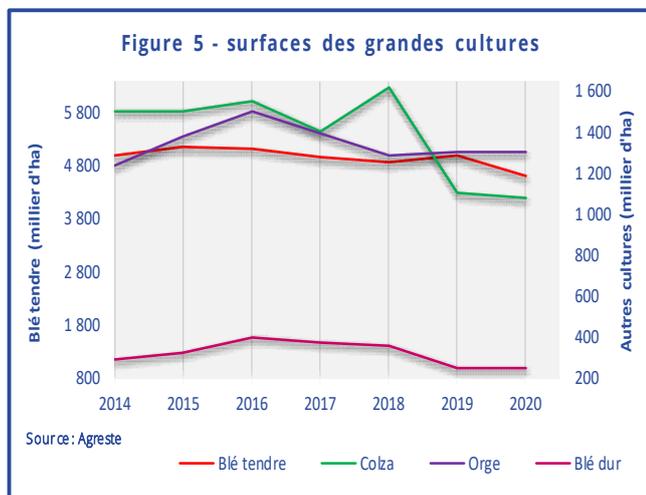
Malgré des céréales françaises particulièrement compétitives à l'exportation et une demande très

dynamique de la part des marchés traditionnels de la France (Afrique du nord et subsaharienne), mais aussi en provenance de Chine, les prix des céréales reculent en février (figure 6). Ils reflètent à la fois les inquiétudes quant à un possible ralentissement de la demande en grains ainsi qu'un certain apaisement suite à l'amélioration des conditions de culture aux États-Unis et dans le bassin de la mer Noire pour la prochaine campagne. Dans la première quinzaine de mars, la baisse des cours s'accélère en France ; ils perdent ce qu'ils avaient gagné depuis la fin de l'année. Ils remontent en deuxième période, en lien avec une demande mondiale toujours soutenue, la consommation de pains, de pâtes et de biscuits étant considérée comme des produits de première nécessité en temps de crise. Parmi les céréales, le blé dur s'en sort

mieux : depuis février, ses prix se raffermissent sur un an sous l'effet de la demande des semouliers et pastiers, en réponse aux achats compulsifs des ménages et d'une demande à l'exportation, notamment vers l'Italie.

Sur le marché des oléagineux, la crainte d'une baisse de la demande mondiale en pétrole fait plonger les cours des huiles servant à la fabrication des biocarburants, en

février et plus encore en mars, malgré des récoltes européennes en repli. En février, les prix des oléagineux demeurent toutefois supérieurs à ceux de 2019 dans un contexte de baisse des récoltes. Ils limitent le repli des cours des grandes cultures par rapport à 2019, ceux de la pomme de terre reculant à leur tour sur un an.



## Fruits et légumes : des prix en hausse sauf pour la fraise et l'asperge

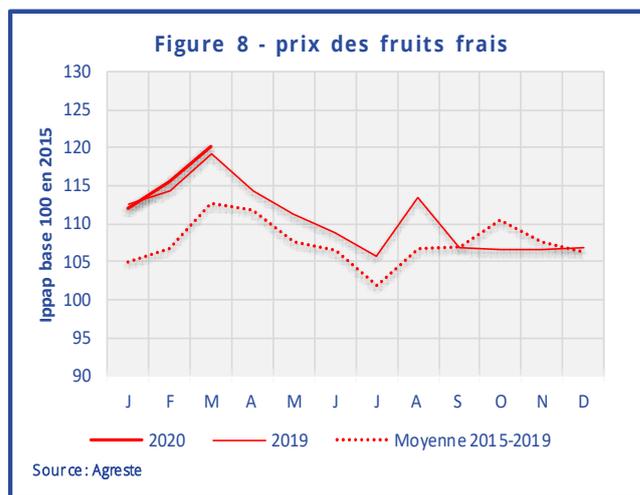
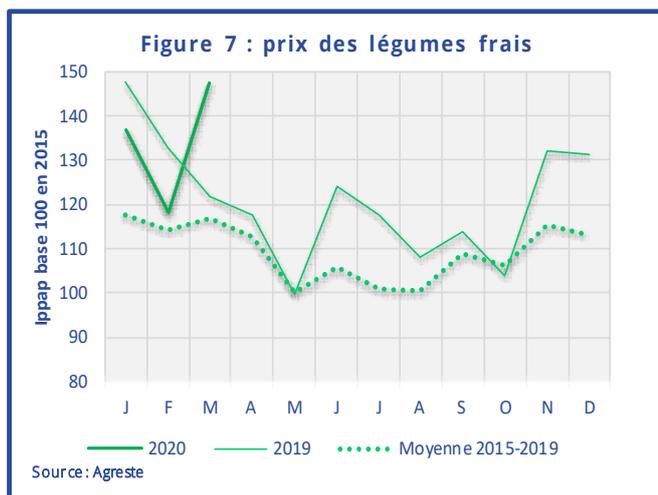
Alors que la douceur des températures en février avait freiné la consommation de nombreux légumes d'hiver (chou-fleur, poireau et surtout laitue d'hiver), l'arrivée en mars du froid et la mise en place du confinement, a contrario, freinent la consommation des premiers fruits et légumes d'été (fraise, asperge). Les cours de ces deux produits sont en net recul sur un an (resp. - 20 % et - 6 %) et surtout comparés aux cours moyens 2015-2019 (resp. - 24 % et -26 %). En revanche, les cours de la plupart des autres fruits et légumes dépassent leurs niveaux d'un an auparavant ainsi que leurs niveaux moyens (*figure 7*).

Parmi les légumes, les cours des poireaux, tomates et surtout des endives sont particulièrement élevés (+107 % par rapport au niveau moyen pour cette dernière). Des coûts de production plus importants et la priorité donnée par les consommateurs à l'origine française des produits contribuent à expliquer ces évolutions.

L'évolution des cours des fruits (*figure 8*) reflète ceux de la pomme ; ces derniers ne sont que légèrement supérieurs à ceux de 2019, mais bien au-dessus des

cours moyens sur cinq ans. Ils bénéficient de ventes de pommes soutenues vers les pays tiers, celles vers l'UE étant stables malgré une chute des récoltes chez le principal producteur européen qu'est la Pologne et une offre intérieure en petits calibres qui ne correspond pas complètement aux attentes du consommateur français. Dans un contexte de récolte 2019 française abondante, les stocks des pommes sont supérieurs fin février à ceux du même mois de 2019 (+ 28 %), particulièrement limités cette année-là. Le marché des poires est quant à lui peu actif à l'exportation. Le niveau des stocks plus faible sur un an (- 6 %) s'explique essentiellement par celui des poires d'automne, le stock des poires d'hiver augmentant sur un an, en lien avec la hausse de la production.

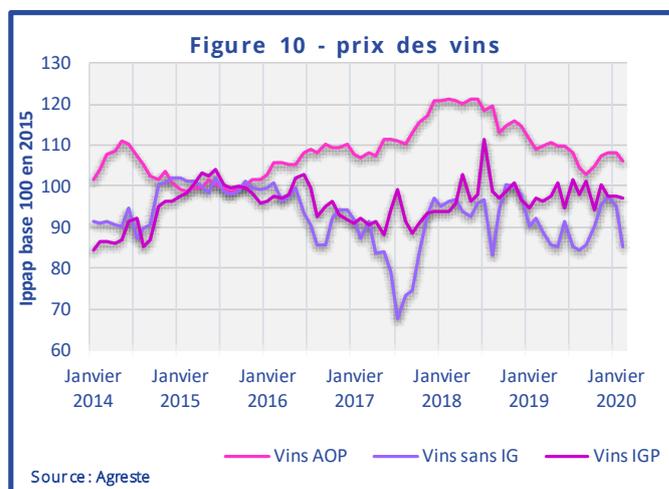
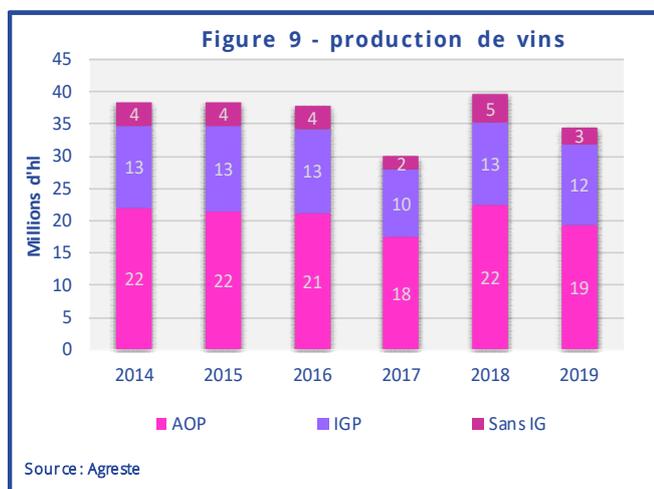
Avec la crise du coronavirus, la filière fruits et légumes fait face à un manque de main d'œuvre dans les champs et à la fermeture de certains débouchés (restauration hors domicile, marchés), malgré une certaine réorganisation. Pour la tomate, le virus ToBRVH détecté pour l'instant dans une seule exploitation du Finistère est un risque limité pour l'instant.



## Viticulture : les prix des vins reflètent une situation internationale difficile

Dans un contexte de ralentissement des échanges avec les États-Unis depuis l'automne 2019 à la suite de la mise en place par l'administration Trump de taxes à l'importation, de réorientation de certains achats chinois vers les vins chiliens et australiens au détriment des vins français et enfin des moindres achats de la part des britanniques après les anticipations en prévision du Brexit, les prix des vins AOP s'affichent en retrait par rapport à ceux de 2019 (- 2,8 %), malgré une récolte 2019 en net recul (*figure 9*). La crise du coronavirus vient

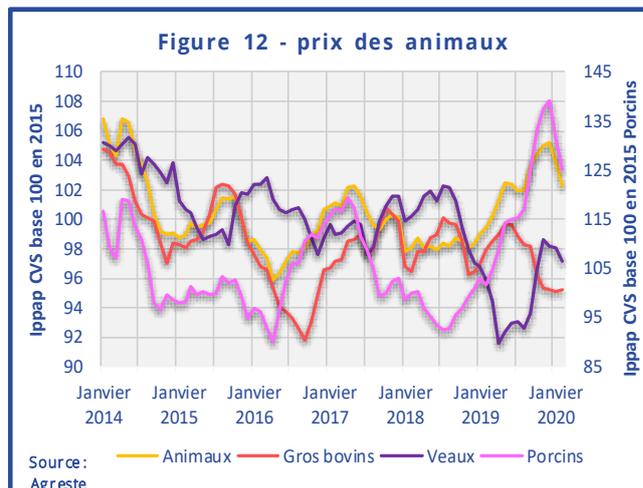
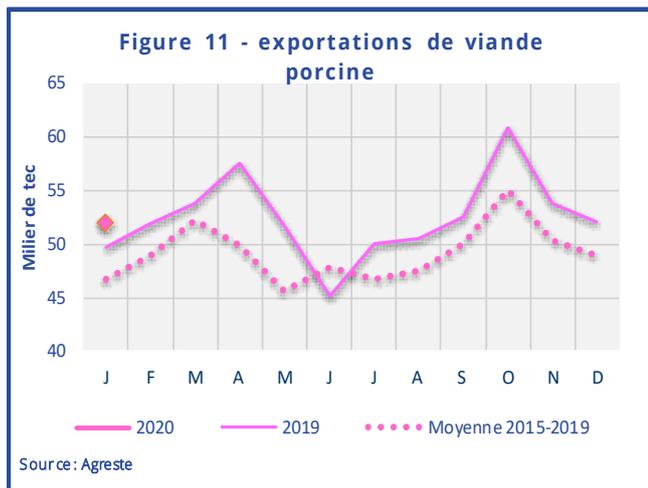
accentuer les difficultés de commercialisation de certaines appellations, notamment les vins de Bordeaux déjà pénalisés à l'exportation et complique les travaux de taille des vignes. Les cours des vins sans appellation (IGP et sans IG) deviennent inférieurs à ceux de 2019 (- 1,3 %) sous le poids de la concurrence des importations de vins en vrac espagnols qui pèse sur les cours (*figure 10*). Dans la Vallée du Rhône, le Var et le Gard, le froid en mars a provoqué par endroit d'importants dégâts.



## Animaux de boucherie : des prix du porc en repli sur un mois tout en restant élevés

En cumul sur les deux premiers mois de 2020, les abattages d'animaux de boucherie sont en recul sur un an, à l'exception de ceux de porcins. A l'image de la seconde moitié de 2019, les cours des vaches restent fortement déprimés à la fois sur un an et par rapport à la moyenne des cours 2015-2019 face à un marché européen toujours encombré. L'embellie sur les prix des veaux de boucherie et des ovins se poursuit en février

après une année 2019 en repli. Toutefois, ce sont les prix à la production des porcins encore en nette augmentation sur un an, malgré un recul en février suite aux craintes et difficultés logistiques liées au Covid-19 en Chine, qui tirent l'ensemble des cours des animaux de boucherie à la hausse. La demande chinoise en viande porcine reste l'élément déterminant de la relative bonne tenue des prix du bétail (*figures 11 et 12*).



## Ruminants : malgré une offre limitée, les prix à la production des vaches toujours déprimés

Dans le sillage du recul enregistré en 2019, les abattages de bovins reculent de nouveau sur les deux premiers mois de 2020 par rapport à la même période de 2019, dans un contexte de réduction structurelle du cheptel. Seuls les abattages de vaches allaitantes dépassent ceux de 2019. Par ailleurs, dans un contexte de consommation intérieure de viande des ménages toujours morose (sauf en viande hachée), de disponibilités importantes dans certains pays européens et de réorientation des flux irlandais d'exportation vers le continent, les prix à la production des vaches diminuent sur le marché français (- 4 %). En revanche, le marché des veaux s'améliore (+ 1 % sur un an) sous l'effet de la baisse des naissances depuis plusieurs mois et d'une offre légèrement inférieure à la demande. Malgré une offre limitée liée à la réduction du cheptel en 2019, le marché des brouillards est en hausse en février 2020, sous l'effet du dynamisme de la demande

italienne et algérienne. Toutefois, la demande extérieure est insuffisante pour empêcher les cours de reculer en moyenne sur un an et par rapport à la moyenne sur cinq ans sur les deux premiers mois de 2020.

Conséquence d'une baisse de la demande, en janvier 2020, les importations de viande ovine reculent sur un an. Le repli concerne le Royaume-Uni, la Nouvelle-Zélande et l'Espagne. A l'inverse, les achats en provenance d'Irlande augmentent. Sous l'effet d'une offre limitée et de prix pour la viande anglaise importée plus élevés qu'en 2019, les cours de l'agneau français se redressent nettement sur un an (+ 10 %) et par rapport à la moyenne sur cinq ans (+ 9 %). Cependant, avec le confinement et à l'approche de Pâques, l'inquiétude croît, l'agneau pascal étant un produit traditionnellement festif, dont la consommation risque d'être réduite en période de confinement.

## Porcins : un marché du porc encore dynamique mais pénalisé par des problèmes logistiques

En cumul sur les deux premiers mois de 2020, les abattages de porcs restent supérieurs à ceux de 2019 et à la moyenne sur cinq ans. Dans un contexte de stabilité de l'offre européenne, les exportations tendent à ralentir vers la Chine suite aux difficultés logistiques générées sur son territoire par l'épidémie de coronavirus, tout en restant dynamiques grâce aux ventes vers l'UE. En conséquence, les prix du porc baissent en France dès janvier, tout en demeurant encore supérieurs de 23 % à ceux de 2019 en février et aux prix moyens sur cinq ans. Avec le confinement en France, les difficultés logistiques (manque de chauffeurs, ...) pour l'accès aux marchés extérieurs et le

manque de main-d'œuvre en abattoirs compliquent les chaînes logistiques alors que la consommation s'oriente vers le e-commerce ou les plats cuisinés appertisés. Début mars, les cours se dégradent en Allemagne et aux Pays-Bas alors que ceux de la France se maintiennent. Les États-Unis se heurtent aux mêmes difficultés logistiques qu'en Europe alors que s'offrent à eux de meilleures conditions d'accès au marché chinois. Au-delà de la crise du coronavirus, la demande chinoise devrait continuer de soutenir le marché européen du porc, la Chine ayant un besoin important de viande pour faire face à la forte réduction de son cheptel de truies depuis la crise de la peste porcine africaine.

## Aviculture : une filière qui reste portée par la production de poulets

Dans le prolongement de la baisse de janvier, la France abat moins de volailles de chair en février 2020 qu'en 2019 à la même époque (- 1,6 % en poids). Toutes les catégories de volailles sont concernées par le repli des abattages, à l'exception de ceux de dindes comparés à une activité 2019 particulièrement faible. Les volumes toutes volailles confondues se maintiennent toutefois au niveau de la moyenne des mois de février sur cinq ans grâce aux abattages de poulets (+ 2,5 % en poids). Les mises en place, toutes volailles confondues, sont, elles, en repli à la fois sur un an et par rapport à la moyenne sur cinq ans, notamment pour les canetons. La production de canards reste bien inférieure à la moyenne portant sur les cinq années antérieures aux influenza aviaires. En janvier 2020, le déficit du

commerce extérieur de poulets de chair continue de se creuser en raison de la baisse des ventes tandis que la consommation intérieure se contracte. Hors canards, cette dernière se maintient toutefois au-dessus du niveau moyen des cinq dernières années. Au premier trimestre 2020, la production intensive d'œufs de consommation calculée par modèle est supérieure de 11 % au niveau particulièrement faible du premier trimestre 2019 et supérieure de 3 % à la moyenne 2015-2019. Ce retour à un niveau plus habituel en 2020 est la conséquence d'une hausse en 2019 des mises en place de poulettes dans les élevages. Les prix des œufs de consommation sont inférieurs en février à ceux de 2019 tout en étant proches des prix moyens.

## Lait : des prix qui demeurent élevés grâce aux exportations européennes mais qui pourraient pâtir d'un manque de débouchés

Depuis le début de l'année 2020, selon les données d'Agreste pour janvier (figure 13) et les estimations de l'institut de l'élevage pour février et les trois premières semaines de mars, la collecte française de lait de vache est en hausse modérée sur un an dans un contexte de cheptel réduit. L'évolution est toutefois à relativiser sur un an : en 2019, la collecte avait reculé sous l'effet du manque de disponibilités fourragères. Dans les grands bassins exportateurs, la collecte demeure sur la dynamique de la reprise de la fin 2019. Seule la production néo-zélandaise recule en ce début d'année. A partir de février, les cours du beurre et de la poudre de lait fléchissent sur un mois sous l'effet du ralentissement de l'économie chinoise, principal acheteur de produits laitiers avant de se redresser en

mars pour le beurre grâce à la fermeté de la demande. En février, les prix à la production du lait de vache restent supérieurs en France à ceux de 2019 tandis que les charges des exploitations s'allègent sous l'effet de la réduction du prix de l'énergie et de l'alimentation animale (figure 14). Le confinement vient perturber les circuits d'approvisionnement ainsi que la consommation de produits laitiers frais. A l'approche du pic de production en avril-mai, les éleveurs sont incités par la profession à réduire leur production. Les fabrications de poudre maigre, traditionnellement fortes à cette époque de l'année, sont relancées en prévision des excédents de lait.

Figure 13 - collecte de lait de vache

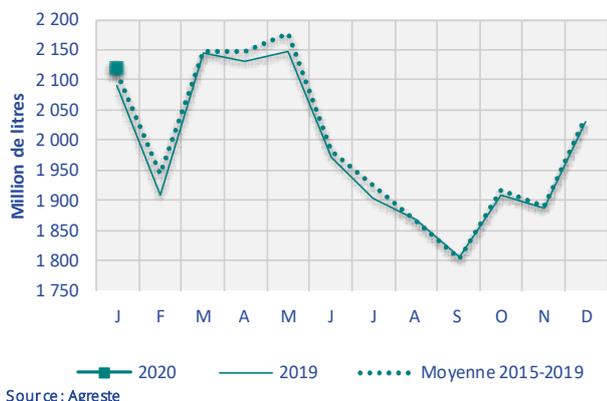
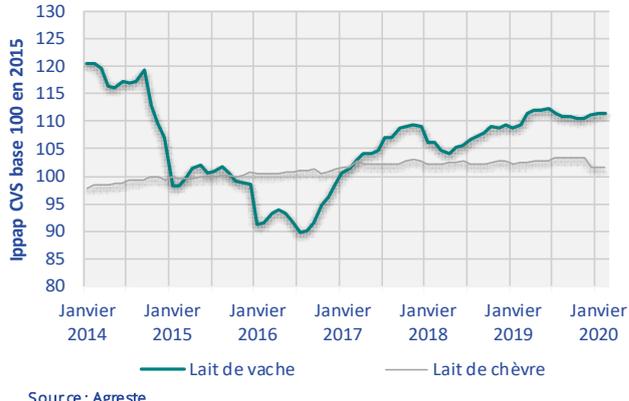


Figure 14 - prix du lait



Publiée à un rythme trimestriel, cette lettre a pour objectif de fournir une vision synthétique et transversale de la conjoncture agricole.

### Sources

- Estimations de production, d'abattages et de consommation calculée par bilan du SSP
- Données sur le commerce extérieur de la Direction générale des douanes et des droits indirects (DGDDI)
- Données de consommation à domicile (Panel Kantar de France Agrimer)
- Indice des prix des produits agricoles à la production (Ippap SSP-Insee)
- Indice des prix d'achat des moyens de production (Ipampa Insee)
- Données de Météo-France
- Infos Rapides Météo, Grandes cultures, Prairies, Fruits, Légumes, Viticulture, Bovins, Porcins, Ovins, Aviculture, Lait, coûts de production et Prix.

### Pour en savoir plus

Toutes les informations conjoncturelles et structurelles sont disponibles à parution sur le site Agreste de la statistique agricole : [www.agreste.agriculture.gouv.fr](http://www.agreste.agriculture.gouv.fr)

- Pour accéder aux séries chiffrées : rubrique « [Chiffres et analyses](#) », Collections « Conjoncture – Bulletin »
- Pour accéder aux tableaux détaillés sur un thème donné : rubrique « [Chiffres et analyses](#) », choisir le thème dans [Thèmes](#) et [Catégories](#) « Données » - « Séries conjoncturelles/Chiffres détaillés »
- Pour les publications conjoncturelles sur un thème donné : rubrique « [Chiffres et analyses](#) », choisir le thème dans [Thèmes](#) et [Collections](#) « Collection nationale » - « Conjoncture – Synthèses » ou « Conjoncture - Infos Rapides » pour les publications

**[www.agreste.agriculture.gouv.fr](http://www.agreste.agriculture.gouv.fr)**

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation  
Secrétariat général  
Service de la statistique et de la prospective  
3 rue Barbet de Jouy  
75349 Paris

Directrice de la publication : Corinne Prost  
Rédactrice : Annie Delort  
Composition : SSP  
Dépôt légal : À parution  
ISSN : 0246-1803  
© Agreste 2020